

Zeitschrift:	Tsantsa : Zeitschrift der Schweizerischen Ethnologischen Gesellschaft = revue de la Société suisse d'ethnologie = rivista della Società svizzera d'etnologia
Herausgeber:	Schweizerische Ethnologische Gesellschaft
Band:	8 (2003)
Artikel:	La volonté de restaurer l'autorité de l'Etat
Autor:	Halpérin, Michel / Ossipow, Laurence
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-1007406

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 01.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



La volonté de restaurer l'autorité de l'Etat

Michel Halpérin

Entretien mené à Genève le 29 juillet 2003 par
Laurence Ossipow

Michel A. Halpérin est avocat, ancien bâtonnier, député libéral au Grand Conseil du canton de Genève, ancien chef du groupe libéral, président de la Commission des droits de l'Homme (2001-2002), auteur de différentes motions dont une contre la délation dans les affaires non pénales et d'une initiative ayant abouti à une baisse des impôts.

Est-ce que vous pouvez définir ce qu'est pour vous la notion de sécurité?

Sans originalité, je dirais qu'il y a deux définitions de la sécurité: une définition objective et une définition subjective. La définition objective correspond à la constatation que la vie sociale se déroule à un niveau élevé de confiance mutuelle. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de problème, cela signifie que les problèmes sont suffisamment rares pour ne pas interférer dans la vie de chacun. Il y a des victimes tout de même, de violences, d'agressions, de vols ou d'autres infractions mais elles sont si rares qu'elles peuvent être considérées comme un phénomène périphérique. Ce sont des faits divers, un rappel à la population dans son ensemble des risques de la vie commune et non une source de vraie préoccupation. Les données objectives se déterminent statistiquement ou par comparaison. On peut par exemple comparer la société suisse à une autre en déréliction







¹ Un bâtiment dans lequel se déroulent des spectacles et des concerts issus de la culture dite alternative. (ndlr)

² Un établissement voisin qui propose spectacles et concerts. (ndlr)

(en guerre ou victime de troubles majeurs) et l'on voit tout de suite la différence de taux d'insécurité objective. La sécurité subjective, c'est évidemment le sentiment que chacun en a qui devrait normalement être en rapport direct avec les données objectives. Ce n'est toutefois pas toujours le cas. On sait que le phénomène d'anxiété ne dépend pas de la fréquence des attaques ou des atteintes à la sécurité, mais de la perception qu'on en a. Depuis le XVIII^e siècle, par exemple, le nombre d'attaques contre la vie ou l'intégrité physique a constamment diminué, mais la population s'imagine plutôt que la violence a augmenté. Il suffit que dans une période donnée, il y ait un peu plus d'infractions et la population s'en trouve perturbée. A Genève, il y a eu pendant très longtemps une moyenne annuelle d'un à deux homicides volontaires par an. Il suffit qu'il y en ait une année trois, quatre ou cinq (ce qui n'est pas significatif) pour que le sentiment d'insécurité augmente. Par ailleurs, lorsque des infractions à caractère préoccupant – mais secondaire dans la hiérarchie, par exemple des cambriolages – se multiplient, le sentiment d'insécurité générale croît.

Est-ce que l'on peut tout de même dire que, statistiquement, l'insécurité objective augmente?

Cela dépend des sujets. Il faut s'ériger. Je crois qu'il n'y a pas davantage d'atteintes à la vie ou à la santé physique. Il y en a plutôt moins si l'on prend les statistiques classiques. Ce qui se multiplie, ce sont les atteintes au patrimoine sous forme de cambriolages et les petits brigandages. Et puis il y a un nombre croissant de manifestations d'incivilité. Le terme est une litote qui recouvre toute une série de comportements jugés antisociaux dont quelques-uns sont qualifiables pénallement: cela va de l'attitude dans un moyen de transport public vis-à-vis d'une dame âgée à qui l'on n'offre pas son siège au tag ou aux attaques entre jeunes. Il y a aussi des lieux d'insécurité. Il y a eu le Spizplatz à Zurich, il y a à Genève l'Usine¹ et la place des Volontaires – où se vend de la drogue – ou encore la gare Cornavin. Ce sont des lieux de véritable insécurité mais celle-ci touche plutôt la faune qui les fréquente, c'est-à-dire que ce sont des endroits dangereux pour ceux-là mêmes qui causent le danger. C'est fréquenté par des gens qui se volent mutuellement, qui s'agressent, etc. Il y a un grand nombre d'agressions, y compris au couteau et parfois des dérapages qui touchent la population périphérique où il est fréquent que des gens qui sortent du Bâtiment des forces motrices² après un spectacle se fassent physiquement agresser sur la place des Volontaires. C'est arrivé sous mes yeux et je connais de nombreux cas où cela s'est produit. Cela contribue au sentiment d'insécurité parce que l'on se dit que ce lieu est hors la loi et que la sécurité n'y est pas garantie.

Donc des poches d'insécurité mais pas de réelle augmentation de l'insécurité en général?

L'existence de ces lieux d'insécurité est probablement un signe de l'ouverture d'esprit des sociétés démocratiques dans lesquelles nous vivons à l'égard des cultures dites alternatives. A chaque génération, il y a des personnages qui incarnent la rupture. Dans les années 1960, c'étaient les «Blousons noirs». Visuellement, on peut probablement avoir l'impression qu'il y a une dégradation dans la rupture car les personnages qui la représentent choquent plus par leur aspect physique: par leur côté *grunge*, par leurs *piercing* ou leurs tatouages. En outre, il semble ne plus s'agir d'une simple révolte d'adolescent face au monde installé mais d'une revendication nihiliste face au monde structuré. Ce n'est pas une rébellion, c'est un rejet total. Le développement de l'insécurité tient très certainement aussi à l'augmentation de la toxicomanie parce que l'on sait que les drogués n'ont pas le contrôle ni de leurs besoins ni de leurs conduites et qu'ils sont donc imprévisibles. Il y a probablement encore la perte de nombreux points de repère y compris dans la société bourgeoise. Le contexte est certes différent d'il y quarante ou



cinquante ans: c'était la guerre ou la sortie de la guerre et il y avait des exigences fondamentales qui ne se discutaient pas sur la qualité des relations humaines, sur la confiance... Maintenant la guerre est très loin de nous, du coup l'appétit guerrier est en voie de recrudescence. Par ailleurs, les critères classiques de l'éducation et de la bien-séance, ou mieux de la spiritualité, sont perdus de vue. Et dans un univers vide, sans référence, le sentiment d'insécurité est beaucoup plus grand. S'il n'y a pas de dieu, s'il n'y a pas de maître, on est dans un monde dangereux ou du moins on le ressent comme tel indépendamment de la réalité des forces hostiles.

Vous relieriez donc le sentiment d'insécurité avec ce que certains sociologues ou philosophes décrivent comme une montée de l'individualisme, un flou dans les repères ainsi qu'une certaine perte de l'autorité?

Tout cela va ensemble et on le constate même dans l'art contemporain, souvent peuplé de minéraux et d'abstraction, un monde vide d'humains dans lequel les échelles de valeurs n'ont pas de sens; ou alors simple construction de l'esprit parmi d'autres possibles. C'est l'inconvénient de nos conquêtes. On a conquis sur le monde structuré, religieux, impérieux d'antan une liberté d'esprit, de jugement, de critique. C'est une conquête mais pour les moins solides des conquérants, c'est une diminution de la capacité d'être, parce que le monde est vide ou dangereux ou les deux.

Vous ne traciez pas du tout de liens entre le sentiment d'insécurité et des aspects plus socio-économiques? La position que vous avez décrite correspond à celle de certains chercheurs mais il y a aussi des sociologues – par exemple Loïc Wacquant, un poulain de P. Bourdieu – qui ont une position autre, qui voient dans l'augmentation du sentiment d'insécurité le résultat d'un désengagement de l'Etat vis-à-vis des personnes qui souffrent de problèmes socio-économiques donc d'une certaine incertitude vis-à-vis de l'avenir.

J'ai des partis-pris et mes idéologies de référence mais j'essaie d'en faire abstraction. Il est vrai que nous sommes dans un monde plus libéral économiquement depuis une vingtaine d'années aux Etats-Unis, depuis à peu près la même époque en Angleterre et depuis une petite dizaine d'année dans le reste de l'Europe. Il est vrai aussi qu'il y a eu une certaine fragilisation du *social welfare* aux Etats-Unis. Mais est-ce que l'on est en mesure de faire ce genre de constat en Europe? Personnellement, je ne le pense pas. Si j'observe les budgets de l'Etat, que je prenne Genève ou la France ou l'Allemagne (sauf l'Angleterre qui est un cas à part), je constate que l'on a plutôt renforcé l'Etat social. Même si l'on a diminué l'Etat social conceptuellement en libéralisant certaines activités (l'approvisionnement en énergie, par exemple), on n'a pas abandonné les gens sur le carreau: les chômeurs ne sont pas sans droits et vous ne voyez pratiquement personne dormir sur les trottoirs à Genève (à Paris c'est un peu différent). Il est donc difficile de mettre sur le dos d'un éclatement économique certaines évolutions, ne serait-ce que parce que la période d'observation est trop courte. Elles sont en outre peu révolutionnaires et ne peuvent pas avoir engendré du jour au lendemain des réactions de ce type. La sécurité sociale est toujours très forte et l'on ne peut pas prétendre que l'Etat se soit désengagé. Il est vrai que les périodes de récession économique (il y en a eu de difficiles ces dernières années) ont des effets délétères; l'augmentation du chômage joue sans aucun doute un rôle sur le sentiment d'insécurité personnelle, agrave l'anxiété. En ce sens, l'évolution économique de ces dernières années est tout à fait fâcheuse, avec l'évolution des mécanismes de fusion, d'acquisition et de restructuration d'entreprises. Cet état de fait engendre chez les individus le sentiment de leur fragilité sur le lieu du travail. C'est démotivateur et c'est inquiétant, car les personnes se sentent victimes d'une machine plus puissante qu'eux. A cet égard, je pense que l'économie de marché fait fausse route mais peut-elle l'éviter?



Changeons un peu de sujet. Quel est d'après vous le rôle de l'Etat dans la gestion de la sécurité? Comment peut-il améliorer la sécurité objective et le sentiment de sécurité subjective?

Pour moi, le rôle de l'Etat est crucial. On peut se faire mille conceptions de l'Etat. Mais la gestion de la sécurité est sa tâche première. Un Etat qui n'assure pas la sécurité au sein de la société qu'il gère est un Etat perdu, inutile. Il peut avoir des valeurs autres, de très belles valeurs mais elles sont inutiles si la sécurité n'est pas assurée. Prenez l'exemple de sociétés idéales, par exemple les phalanstères du XIX^e siècle. Dans ces sociétés, les questions de sécurité sont absentes puisque leurs inventeurs pensent que le mode de vie qu'ils prônent est à lui seul de nature à faire naître la sécurité. Cela ne résiste pas indéfiniment parce que les forces destructrices qui habitent l'humanité sont toujours à l'œuvre. Entièrement désarmé, un groupe ne peut pas exister. Si la population n'a pas le sentiment que les moyens du groupe sont suffisants, elle le déserte. Il en va de même du monde animal: la raison d'être de la meute, c'est la sécurité. Si l'Etat n'assure pas la sécurité, il peut disparaître. Conclusion: un Etat qui n'assurerait que la sécurité et rien d'autre serait l'antichambre du totalitarisme et un Etat où la sécurité est inefficace est dans la voie tout aussi dangereuse de l'éclatement et de l'anarchie. Les politiciens savent que la sécurité est une question essentielle. Et l'échec de la gauche française, il y a un an, vient du fait qu'elle a méprisé le problème de la sécurité. Elle l'a méprisé pour des raisons idéologiques pensant que le sentiment d'insécurité était à combattre d'avantage que l'insécurité elle-même. Les peurs de la population à l'égard de l'immigration ou à l'égard de certains comportements dits incivils ont été négligées parce qu'une société ouverte et progressiste se devait de toiser avec mépris les pettesses bourgeoises relevant de l'appétit sécuritaire. Si Sarkozy éclôt avec tellement de succès maintenant, c'est précisément parce qu'il a fait le contraire. Il a pris très au sérieux le sentiment d'insécurité des gens. La population veut sentir que la volonté de faire existe (même si elle admet que la sécurité ne peut pas être absolue). Quand elle ne sent pas cette volonté de faire, elle s'épouvante.

Et si vous transposez la situation française à la situation suisse voire genevoise?

Il y a une très grande différence parce que l'échelle de nos communautés est tout à fait autre. Les problèmes sont réglés localement ce qui permet de faire diminuer le sentiment d'insécurité. Ce sont les vertus de la décentralisation dont je suis un adepte convaincu. Ici, les gens sont plus réalistes et la plupart d'entre nous a la possibilité de bavarder avec un représentant de l'autorité qu'il soit un politique, un membre de l'exécutif ou un policier. Ainsi peut-il se faire une idée de la mesure et de la difficulté du travail. Et puis, nous nous surveillons les uns les autres. Il est beaucoup fait mention du goût qu'ont les Suisses pour faire régner une espèce de police spontanée et je crois que ce goût est réel, pas toujours très sympathique mais assez efficace parce qu'à se bien connaître les uns les autres si quelque chose de bizarre se passe dans la rue il y a toujours quelqu'un pour le signaler. C'est à la fois agaçant et sécurisant. Et à côté de cela, il y a des sujets plus sérieux: l'immigration, le logement, les conditions dans lesquelles les familles d'immigrés sont assez rapidement immergées dans un environnement diversifié plutôt que «ghettoïsées» comme en France. Donc je suis moins préoccupé de la sécurité en Suisse qu'en France, sans pour autant négliger de prendre la question au sérieux.



Comment analysez-vous le jeu politique autour de la question de la sécurité, les alliances parfois paradoxales ou les prises de position très nettes?

On va vers le discours d'une société sécuritaire et je pense que c'est la réponse à différents phénomènes, notamment, je viens de le dire, celui de l'immigration. Quelle bonne politique de l'immigration mener? On sait que l'on a besoin de l'immigration dans nos pays et que des membres de nombreuses sociétés doivent émigrer pour trouver un pays d'accueil. Il y a des manières de faire positives ou négatives en elles-mêmes. On a fait assez bien jusqu'à présent. Mais les choses se gâtent lorsque l'on ne maîtrise plus très bien les instruments... La perception que l'on a eu ces dernières années de la population immigrée est en effet assez problématique. Je crois qu'elle n'est pas liée au nombre car le nombre n'a pas grandement varié. C'est peut-être la composition de la population qui a changé avec l'immigration de l'Europe de l'Est, des Balkans. Il y a une crainte de voir ces populations mal s'intégrer, les questions religieuses en arrière-plan, le manque de socialisation des gens qui sont arrivés ici, l'interdiction qui leur est faite de travailler, etc. Sans compter tous ceux qui ont intérêt à exploiter cela politiquement... Il aurait fallu gérer tout cela avec plus de discernement. Les politiques floues sont très vite sanctionnées et c'est ce qui est en train de se passer.

Au fond, la raison d'être de l'UDC n'est que là. Donc une inquiétude de la population accrue par une politique des autorités peu judicieuse en matière d'immigration comme en matière de politique européenne (en ne faisant pas clairement comprendre à la population ce que l'on veut). Les crises internationales ont aussi fragilisé les socles sur lesquels s'appuient notre sentiment de sécurité.

En résumé, nous sommes dans une phase où le sentiment d'insécurité est fort et cela va se traduire par un raidissement des droites extrêmes – quoiqu'elles ne le soient pas réellement en Suisse. Les droites à caractère musclé et simplificateur sont l'avenir prochain de ce pays et c'est regrettable... Il suffirait à d'autres de tenir le discours de l'UDC pour laminer cette formation. Mais beaucoup s'y opposent car ils pensent, peut-être à raison, que cela équivaudrait à une perte de substance voire d'essence.

Que pensez-vous de la notion de tolérance zéro?

Il y en a deux définitions possibles: il y a le slogan et il y a l'idée. Le slogan, c'est de dire: on ne permettra rien. C'est le discours sécuritaire type et évidemment schématique. Et il y a l'idée américaine qui n'accepte aucune infraction quelle que soit sa nature. Ou un comportement est transgressif, réprimé, et on doit le poursuivre; ou il ne l'est pas et il n'y a rien à en dire. Donc la tolérance zéro, c'est de ne pas considérer qu'un tag sur une porte de garage n'est pas une infraction. Un double discours dans la loi l'affaiblit toute entière. Je suis tout à fait d'accord avec cette définition-là. Cela ne veut pas dire que chaque fois que l'on voit un tagueur, on doit lui casser la figure. Cela veut simplement dire que son comportement n'est pas normal. La tolérance est toujours un très bon signe de santé de nos sociétés. Ces vingt dernières années, elles se sont montrées tolérantes à l'égard des comportements style tags, squats, etc. Maintenant, on assiste à un retournement de situation. Il y a des périodes où l'idée de la morale prime assez largement sur l'idée du droit et ce sont des périodes durant lesquelles on est assez peu répressif et peu formaliste. Il y a des périodes, à l'inverse, où l'on est formaliste, intransigeant, peu ouvert aux idées mais davantage aux réalités: la règle communautaire l'emporte sur l'individualité.



Pour maintenir une certaine sécurité qui convienne à tout le monde, vous seriez prêt à quoi en tant que député? Vous êtes prêt à promouvoir quel type de répression ou quel type de prévention? Est-ce que les lois sont adéquates autour de cette question?

La plupart des lois sont adéquates et celles qui ne le sont pas peuvent être modifiées: ce n'est pas très compliqué. Ma vision, c'est qu'il faut restaurer une partie de l'autorité de l'Etat parce qu'elle s'est vidée de sa substance. Il faut le faire avec détermination et avec le sens de la mesure: on n'est pas dans un vide quasi nihiliste, on est dans un excès de bienveillance. Cela s'apparente à de la démission. C'est comme les parents qui sont trop gentils avec leurs enfants: ils sont sympathiques mais un peu ridicules. Leur comportement n'est pas formateur. Cela ne rend service à personne, tous les psychologues vous le diront. Je ne prétends pas du tout que l'Etat joue le rôle de parents des citoyens... Mais l'Etat doit rappeler un certain nombre de principes, doit s'y tenir, doit les mettre en œuvre et doit être exigeant vis-à-vis de lui-même. Il doit faire en sorte que ce qu'il exige des citoyens soit respecté. N'importe quelle bavure policière ne doit pas être admise. Je pense au contraire qu'il faut une rigueur tout aussi grande à l'égard des forces de l'autorité. Il ne faut pas avoir une idée molle des droits de l'Homme et une idée molle de la mise en œuvre de la loi, il faut avoir une idée exigeante de la mise en œuvre de la loi et une idée exigeante du respect des droits de l'Homme, y compris par ceux qui ont la charge de faire appliquer la loi.

Concrètement, y a-t-il des dimensions qu'il faudrait modifier?

Un certain nombre de choses peuvent se faire dans la vie pratique mais le discours est très important et je le mets en tête parce que c'est par ce moyen que les pouvoirs publics font passer leur message auprès des agents de l'Etat. Il y a un discours sur la fermeté et la présence nécessaires: la visibilité, la proximité et une pédagogie interne à l'Etat. Il faut que la police, pour parler d'elle, ait un sens très haut de sa propre mission et de sa bonne tenue. Personne n'a oublié les *bobbies* londoniens qui sont tellement populaires bien qu'ils incarnent l'autorité. On sait qu'ils sont là à titre protecteur et non pas à titre répressif ou tyrannique. Ce discours pédagogique devrait d'ailleurs aussi s'appliquer à ceux qui ont un comportement d'autorité sans être dans la rue ou porter un uniforme: ceux qui délivrent des permis, une licence, un passeport. Il faut également exiger un respect de l'administré. Je crois beaucoup au respect. Le respect ce n'est pas une crainte révérencieuse imposée. Il vient assez naturellement à l'égard de ce qui est respectable.